



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen  
au cas par cas sur le projet dénommé  
« boisement de 1 hectare »  
sur la commune Les Noës  
(département de la Loire)**

Décision n° 2025-ARA-KKP-6034

**DÉCISION**  
à l'issue d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

**Vu** l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-129 du 16 mai 2025 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Renaud Durand, chargé par intérim des fonctions de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** l'arrêté n° DREAL-SG-2025-102 du 17 septembre 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

**Vu** la demande enregistrée sous le n° 2025-ARA-KKP-6034, déposée complète par Pascal PREFOL le 12 août 2025 et publiée sur Internet ;

**Vu** la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 29 août 2025 ;

**Vu** les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de Loire le 3 septembre 2025 ;

**Considérant** que le projet consiste à boiser la parcelle AI 28, actuellement en friche agricole, en résineux et feuillus sur la commune Les Noës dans la Loire ;

**Considérant** que le projet prévoit le broyage des genêts et des noisetiers, la réalisation de potets travaillés, la plantation (là où nécessaire) de Douglas, de Robiniers et de Sycomores et le suivi de la plantation ;

**Considérant** que le projet présenté relève de la rubrique 47c, du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement : premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare ;

**Considérant** la localisation du projet en continuité d'un massif boisé, sur une parcelle dont l'état boisé est déjà partiel et que le projet consiste à compléter les trouées non boisées et à enlever les genêts et, sur les périphéries nord et est, à broyer les noisetiers pour les remplacer par des Érables sycomores ;

**Considérant** la localisation du projet dans l'espace naturel sensible des Monts Marymbe, au sein de la zone naturelle d'intérêt économique faunistique et floristique de type II des Monts de la Madeleine, dans un secteur caractéristique de zones humides ;

**Considérant** que le projet n'est pas susceptible, compte tenu de ses caractéristiques (diversification des essences, faible surface, mesures prévues) de présenter des incidences notables pour le fonctionnement écologique du secteur ;

**Considérant** que le projet prévoit une diversification des essences contribuant à une diversité des habitats ;

**Considérant** que le pétitionnaire prévoit, dans les zones recevant le trop-plein du captage en amont, de conserver les essences forestières feuillues et d'enlever les résineux présents ;

**Rappelant** l'importance de conduire préférentiellement les travaux de broyage en dehors de la période de plus forte sensibilité pour la faune nicheuse, c'est-à-dire en dehors de la période de 15 mars au 15 août ;

**Concluant**, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

### **DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de boisement de 1 hectare, enregistré sous le n° 2025-ARA-KKP-6034 présenté par Pascal PREFOL, concernant la commune de Les Noës (42), **n'est pas** soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

**Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

**Article 3** : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le directeur par subdélégation,

### **1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale**

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

#### Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE  
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03

### **2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale**

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire. Elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

#### Où adresser votre recours ?

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69433 LYON Cedex 03